

A photograph of a Carrefour store's exterior. In the foreground, there is a red metal shopping cart rack filled with blue plastic shopping carts. Above the rack, the Carrefour logo is prominently displayed in large blue letters. To the right of the logo is a stylized blue and red arrow symbol. The background shows the store's facade and a parking lot under a clear sky.

Carrefour

PERTE MASSIVE D'EMPLOIS CHEZ CARREFOUR - RÉSISTONS AVEC TOUT LE SECTEUR CONTRE CETTE SPIRALE INFERNALE !

La nouvelle est arrivée comme un coup de poing. Sept ans à peine après la dernière grande vague de licenciements chez Carrefour, 1.233 emplois sont aujourd'hui menacés. Tout récemment encore, c'est Delhaize qui a connu le désastre d'une restructuration. En 2004, 17.400 personnes étaient encore employées chez Carrefour. Si cela ne dépendait que de la direction, il n'en resterait bientôt plus que 10.000. En 15 ans, près de 40 % de la main-d'œuvre aurait ainsi été sacrifiés. Qui est-ce qui disait encore "jobs, jobs, jobs" ?

Profits, profits, profits

La raison du massacre social? On laisse parfois entendre que c'est la faute de l'e-commerce. Sauf que si la vente numérique était tellement importante, Carrefour aurait commencé à y investir depuis belle lurette ! L'argument est utilisé par les employeurs pour continuer de brutaliser les conditions de travail et les salaires. Parallèlement, ils essayent de blâmer le personnel pour ce massacre social car il s'attache trop à ses conditions de travail et de salaire. Pour les patrons et leurs porte-paroles, chaque crise offre une

nouvelle "opportunité". Mais pour les travailleurs, par contre, c'est synonyme de misère sociale.

La vérité, c'est qu'il s'agit de maximiser les profits. Et les choses n'alliaient déjà franchement pas si mal. Ces cinq dernières années, Carrefour a réalisé un bénéfice de 248 millions d'euros en Belgique. Et n'a payé qu'à peine 1% d'impôt sur ce bénéfice, fait remarquer la CSC. L'an dernier, le groupe Carrefour a réalisé un bénéfice international de 1,3 milliard d'euros. Ce résultat a été obtenu sous la pression de la féroce concurrence qui prévaut sur le marché français. Mais en Belgique, tout s'est très bien passé. En mars 2017, par exemple, nous lisons dans le quotidien flamand De Standaard : "Carrefour Belgium se porte fort bien en termes de rentabilité, selon les experts. L'année dernière a même donné le résultat le plus élevé depuis le rachat par Carrefour des Super et Maxi-GB de l'ancien Groupe GIB de la famille Vaxelaire et du holding Cobepa. En 2016, Carrefour a progressé de 0,6% en Belgique et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,38 milliards d'euros."

La part des hypermarchés s'est légèrement contractée, mais le recul a été compensé par les magasins de

www.socialisme.be

[FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE](https://www.facebook.com/socialisme.be)

PSL
Parti Socialiste de Lutte

proximité. Carrefour se sert de la situation pour atrocement sabrer dans les hypermarchés. Mais il existe une différence de taille entre les hypermarchés et les petits magasins de proximité : dans ces derniers, le personnel est employé par des franchisés indépendants. Les conditions de travail et de salaire y sont pires que dans les hypermarchés. Carrefour balance le personnel aux ordures et met les conditions de travail en solde pour booster ses bénéfices, voilà tout. Résultat : deux hypermarchés ferment, d'autres sont amputés et 180 emplois disparaissent au siège de Carrefour Belgique.

Lorsque des hypermarchés contractent leurs activités, on s'attend à ce que des partenaires extérieurs prennent le contrôle de l'espace (comme les MediaMarkt dans chaque Makro). La sentence est lourde : 1233 employés sont jetés à la rue.

En résistance avec le personnel et les clients !

Le ministre fédéral de l'Emploi Kris Peeters a annoncé qu'il reviendrait plus tôt du Forum économique de Davos pour suivre le dossier. Les anciens travailleurs de Ford Genk et d'ailleurs le savent : cela ne veut rien dire. Des politiciens traditionnels siègent au conseil d'administration de Carrefour depuis des années. Ce n'est qu'après l'annonce des licenciements que l'ex-ministre MR Sabine Laruelle a démissionné de son siège au conseil d'administration ! Ces bonnes relations entretenues avec des politiciens permettent à Carrefour d'obtenir des millions d'euros de soutien public. En d'autres termes, les politiciens traditionnels sont mouillés jusqu'au cou. Peuvent-ils en même temps jouer un rôle pour s'y opposer ?

Se battre magasin par magasin sera insuffisant. Il est positif qu'un certain nombre d'entre eux aient été

fermés dès que la décision a été rendue publique. Cette colère doit être coordonnée avec des mots d'ordre clairs pour agir ensemble. Dès que ce massacre social sera passé, une nouvelle offensive suivra sur les conditions de travail et de salaire. La course vers le bas se poursuivra pour "améliorer la compétitivité". Ce conflit social peut durer des semaines, voire des mois. Une journée nationale de grève et une manifestation annoncée suffisamment longtemps à l'avance peuvent être des éléments mobilisateurs. Des appels à y participer pourraient figurer aux

caisses des magasins Carrefour et d'autres chaînes. Des affiches et des banderoles pourraient y être accrochées. De cette façon, la solidarité entre le personnel et les clients peut être renforcée.

Un tout autre secteur de la distribution est possible. Comme l'a fait remarquer un délégué de ce secteur sur notre site socialisme.be : "Nous ne devons pas nous permettre d'être divisés : Carrefour contre Delhaize ou Colruyt ou Lidl ou Aldi, mais nous devons défendre une nationalisation de l'ensemble du secteur. De cette manière, il serait possible de planifier l'activité en fonction du client, des employés et des fournisseurs. Ce n'est qu'ainsi que la spirale infernale actuelle pourra être contrariée. Et que des

revendications offensives telles qu'un salaire minimum de 14€ l'heure, des contrats à temps plein pour tous ceux qui le souhaitent et un équilibre décent entre vie professionnelle et vie privée pourraient voir le jour."



Nous ne devons pas nous permettre d'être divisés : Carrefour contre Delhaize ou Colruyt ou Lidl ou Aldi, mais nous devons défendre une nationalisation de l'ensemble du secteur. De cette manière, il serait possible de planifier l'activité en fonction du client, des employés et des fournisseurs. Ce n'est qu'ainsi que la spirale infernale actuelle pourra être contrariée. Et que des revendications offensives telles qu'un salaire minimum de 14€ l'heure, des contrats à temps plein pour tous ceux qui le souhaitent et un équilibre décent entre vie professionnelle et vie privée pourraient voir le jour

Nous ne pouvons pas compter sur les médias traditionnels pour relayer notre colère et nos combats ! Nous avons besoin de nos propres médias, de médias résolument du côté des travailleurs. Achetez le journal *Lutte Socialiste* pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

Lutte Socialiste
LUTTE • SOLIDARITÉ • SOCIALISME

GRÈVE 10/10
JE SUIS SOLIDAIRE
Une action unifiée peut stopper le gouvernement

10 OCTOBRE :
LA PAROLE AUX GRÉVISTES

www.socialisme.be